

Texte original

Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers

Conclue à La Haye le 5 octobre 1961

Approuvée par l'Assemblée fédérale le 27 avril 1972¹

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 10 janvier 1973

Entrée en vigueur pour la Suisse le 11 mars 1973

(Etat le 5 août 2003)

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant supprimer l'exigence de la légalisation diplomatique ou consulaire des actes publics étrangers,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1

La présente Convention s'applique aux actes publics qui ont été établis sur le territoire d'un Etat contractant et qui doivent être produits sur le territoire d'un autre Etat contractant.

Sont considérés comme actes publics, au sens de la présente Convention:

- a) les documents qui émanent d'une autorité ou d'un fonctionnaire relevant d'une juridiction de l'Etat, y compris ceux qui émanent du ministère public, d'un greffier ou d'un huissier de justice;
- b) les documents administratifs;
- c) les actes notariés;
- d) les déclarations officielles telles que mentions d'enregistrement, visas pour date certaine et certifications de signature, apposées sur un acte sous seing privé.

Toutefois la présente Convention ne s'applique pas:

- a) aux documents établis par des agents diplomatiques ou consulaires;
- b) aux documents administratifs ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière.

RO 1973 347; FF 1971 II 409

¹ Art. 1 al. 1 de l'AF du 27 avril 1972 (RS 172.030.4)

Art. 2

Chacun des Etats contractants dispense de légalisation les actes auxquels s'applique la présente Convention et qui doivent être produits sur son territoire.

La légalisation au sens de la présente Convention ne recouvre que la formalité par laquelle les agents diplomatiques ou consulaires du pays sur le territoire duquel l'acte doit être produit attestent la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

Art. 3

La seule formalité qui puisse être exigée pour attester la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu, est l'apposition de l'apostille définie à l'art. 4, délivrée par l'autorité compétente de l'Etat d'où émane le document.

Toutefois la formalité mentionnée à l'alinéa précédent ne peut être exigée lorsque soit les lois, règlements ou usages en vigueur dans l'Etat où l'acte est produit, soit une entente entre deux ou plusieurs Etats contractants l'écartent, la simplifient ou dispensent l'acte de légalisation.

Art. 4

L'apostille prévue à l'art. 3, al. 1, est apposée sur l'acte lui-même ou sur une allonge; elle doit être conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Toutefois elle peut être rédigée dans la langue officielle de l'autorité qui la délivre. Les mentions qui y figurent peuvent également être données dans une deuxième langue. Le titre «Apostille (Convention de La Haye du 5 octobre 1961)» devra être mentionné en langue française.

Art. 5

L'apostille est délivrée à la requête du signataire ou de tout porteur de l'acte.

Dûment remplie, elle atteste la véracité de la signature, la qualité en laquelle le signataire de l'acte a agi et, le cas échéant, l'identité du sceau ou timbre dont cet acte est revêtu.

La signature, le sceau ou timbre qui figurent sur l'apostille sont dispensés de toute attestation.

Art. 6

Chaque Etat contractant désignera les autorités prises ès qualités, auxquelles est attribuée compétence pour délivrer l'apostille prévue à l'art. 3, al. 1.

Il notifiera cette désignation au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion ou de sa déclaration d'extension. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

Art. 7

Chacune des autorités désignées conformément à l'article 6 doit tenir un registre ou fichier dans lequel elle prend note des apostilles délivrées en indiquant:

- a) le numéro d'ordre et la date de l'apostille,
- b) le nom du signataire de l'acte public et la qualité en laquelle il a agi, ou, pour les actes non signés, l'indication de l'autorité qui a apposé le sceau ou timbre.

A la demande de tout intéressé, l'autorité qui a délivré l'apostille est tenue de vérifier si les inscriptions portées sur l'apostille correspondent à celles du registre ou du fichier.

Art. 8

Lorsqu'il existe entre deux ou plusieurs Etats contractants un traité, une convention ou un accord, contenant des dispositions qui soumettent l'attestation de la signature, du sceau ou timbre à certaines formalités, la présente Convention n'y déroge que si lesdites formalités sont plus rigoureuses que celle prévue aux art. 3 et 4.

Art. 9

Chaque Etat contractant prendra les mesures nécessaires pour éviter que ses agents diplomatiques ou consulaires ne procèdent à des légalisations dans les cas où la présente Convention en prescrit la dispense.

Art. 10

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à celle de l'Irlande, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Turquie.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Art. 11

La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'art. 10, al. 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Art. 12

Tout Etat non visé par l'art. 10 pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'art. 11, al. 1. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'art. 15, let. d. Une telle objection sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, entre l'Etat adhérent et les Etats n'ayant pas élevé d'objection contre l'adhésion, le soixantième jour après l'expiration du délai de six mois mentionné à l'alinéa précédent.

Art. 13

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant signé et ratifié la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'art. 11. Lorsque la déclaration d'extension sera faite par un Etat ayant adhéré à la Convention, celle-ci entrera en vigueur pour les territoires visés conformément aux dispositions de l'art. 12.

Art. 14

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'art. 11, al. 1, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Art. 15

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'art. 10, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'art. 12:

- a) les notifications visées à l'art. 6, al. 2;
- b) les signatures et ratifications visées à l'art. 10;
- c) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'art. 11, al. 1;

- d) les adhésions et objections visées à l'art. 12 et la date à laquelle les adhésions auront effet;
- e) les extensions visées à l'art. 13 et la date à laquelle elles auront effet;
- f) les dénonciations visées à l'art. 14, al. 3.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 5 octobre 1961, en français et en anglais, le texte français faisant foi en cas de divergence entre les textes, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Neuvième session de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'à l'Irlande, à l'Islande, au Liechtenstein et à la Turquie.

(Suivent les signatures)

Modèle d'apostille

L'apostille aura la forme d'un carré de 9 centimètres de côté au minimum

Apostille

(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. Pays:

Le présent acte public

2. a été signé par

3. agissant en qualité de

4. est revêtu du sceau/timbre de

.....

Attesté

5. à 6. le

7. par

.....

8. sous N°

9. Sceau/timbre: 10. Signature:

.....

Liste des autorités de la Suisse compétentes pour délivrer l’apostille prévue par la Convention supprimant l’exigence de la légalisation des actes publics étrangers

Approuvée par le Conseil fédéral le 21 décembre 1972

A. Autorité de la Confédération:

La Chancellerie fédérale

B. Autorités cantonales:

Canton de Zurich:	Die Staatskanzlei
Canton de Berne:	Die Staatskanzlei (La Chancellerie d’Etat)
Canton de Lucerne:	Die Staatskanzlei
Canton d’Uri:	Die Standeskanzlei
Canton de Schwyz:	Die Staatskanzlei
Canton d’Unterwald-le-Haut:	Die Staatskanzlei
Canton d’Unterwald-le-Bas:	Die Standeskanzlei
Canton de Glaris:	Die Regierungskanzlei
Canton de Zoug:	Die Staatskanzlei
Canton de Fribourg:	La Chancellerie d’Etat (Die Staatskanzlei)
Canton de Soleure:	Die Staatskanzlei
Canton de Bâle-Ville:	Die Staatskanzlei
Canton de Bâle-Campagne:	Die Landeskanzlei
Canton de Schaffhouse:	Die Staatskanzlei
Canton d’Appenzell Rh.-Ext.:	Die Kantonskanzlei
Canton d’Appenzell Rh.-Int.:	Die Ratskanzlei
Canton de Saint-Gall:	Die Staatskanzlei
Canton des Grisons:	Die Standeskanzlei (La Cancelleria dello Stato)
Canton d’Argovie:	Pass- und Patentamt
Canton de Thurgovie:	Die Staatskanzlei
Canton du Tessin:	La Cancelleria dello Stato
Canton de Vaud:	La Chancellerie d’Etat
Canton du Valais:	La Chancellerie d’Etat (Die Staatskanzlei)
Canton de Neuchâtel:	La Chancellerie d’Etat
Canton de Genève:	La Chancellerie d’Etat
Canton du Jura:	La Chancellerie d’Etat

**Liste des autorités étrangères
compétentes pour délivrer l'apostille en vertu
de l'art. 3, al. 1, de la Convention**

Afrique du Sud

1. Any magistrate or additional magistrate.
2. Any registrar or assistant registrar of the Supreme Court of South Africa.
3. Any person designated by the Director-General: Justice.
4. Any person designated by the Director-General: Foreign Affairs.

Allemagne

Avec la réunification de l'Allemagne, le 3 octobre 1990, la convention s'applique à l'ensemble du territoire de la République fédérale d'Allemagne.

1. Bund

- | | |
|---|---------------------------------------|
| a) Urkunden aller Bundesbehörden und -gerichte (ausser den unter Bst. b erwähnten Urkunden) | – Bundesverwaltungsamt in Köln |
| b) Urkunden des Bundespatentgerichts und des deutschen Patentamtes | – Präsident des deutschen Patentamtes |

2. Länder

- | | |
|--|--|
| a) Urkunden der Justizverwaltungsbehörden, der ordentlichen Gerichte (Zivil- und Strafgerichte) und der Notare | – Ministerium (Senator) für Justiz
Land-, (Amts-)gerichtspräsident |
| b) Urkunden aller Verwaltungsbehörden (ausser Justizverwaltungsbehörden) | – Ministerien (Senator) für Inneres
Regierungspräsidenten
(Präsident des Verwaltungsbezirks) |
| c) Urkunden der anderen als der ordentlichen Gerichte (vgl. Bst. A) | – Ministerium (Senator) für Inneres
Regierungspräsident (Präsident des Verwaltungsbezirks)
Ministerium (Senator) für Justiz
Land-, (Amts-)gerichtspräsident |

Concernant les actes publics émanant des nouveaux Länder de:

- Brandebourg
- Mecklembourg-Poméranie Occidentale

RO 1973 1766, 1978 1718, 1980 669, 1982 156 2074, 1983 1175, 1985 363, 1986 175, 1987 317, 1988 1177, 1990 344, 1993 973, 1998 2319, 2003 2401

- Saxe
- Saxe-Anhalt
- Thuringe

la compétence pour apposer l'apostille visée à l'art. 3, al. 1, de la convention revient aux autorités suivantes:

- | | |
|--|---|
| a) für Urkunden der Justizverwaltungsbehörden, der ordentlichen Gerichte (Zivil- und Strafgerichte) und der Notare | – die Ministerien für Justiz sowie die Präsidenten der Landgerichte (Bezirksgerichte) |
| b) für Urkunden aller Verwaltungsbehörden (ausser Justizverwaltungsbehörden) | – Ministerien (Senator) für Inneres
Regierungspräsidenten
(Präsident des Verwaltungsbezirks) |
| c) für Urkunden anderer Gerichte als der ordentlichen Gerichte
(vgl. Buchstabe a) | die Ministerien für Inneres, die Regierungspräsidenten (Bezirksregierungen), die Ministerien für Justiz sowie die Präsidenten der Landgerichte (Bezirksgerichte). |

Andorre

1. Ministre/a d' Afers Exteriors (Minister of Foreign Affairs)
2. Ministre/a de Presidència i Turisme (Minister of the Presidency and Tourism)
3. Ministre/a de Justícia i Interior (Minister of Justice and Interior)
4. Secretari/ària d'Estat de Justícia i Interior (Secretary of State of Justice and Interior)
5. Director/a de política exterior, afers bilaterals i Unió Europea (Director of Foreign Policy, Bilateral Affairs and European Union)
6. Director/a d'afers multilaterals i cooperació al desenvolupament (Director of Multilateral Affairs and Co-operation for Development).

Antigua-et-Barbuda;

The Registrar of the High Court of Antigua and Barbuda, St. Johns, Antigua

Argentine

Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, Reconquista 1088, 1003 Buenos Aires.

Arménie

Ministère des affaires étrangères;
Ministère de la Justice.

Australie

Conformément à l'art. 6, al. 2, de la convention le Secrétaire du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce du Commonwealth d'Australie est son autorité compétente aux fins de cet article; et

conformément à l'art. 13, la convention s'étend à tous les territoires dont le Commonwealth d'Australie est responsable des relations internationales.

Autriche

1. Das Bundesministerium für Auswärtige Angelegenheiten hinsichtlich aller Urkunden, die

- a) vom Bundespräsidenten oder von der Präsidenschaftskanzlei,
- b) vom Präsidenten des Nationalrates,
vom Vorsitzenden des Bundesrates oder von der Parlamentsdirektion,
- c) von der Bundesregierung,
- d) von einem Bundesministerium,
- e) vom Verfassungsgerichtshof oder
vom Verwaltunggerichtshof,
- f) vom Obersten Gerichtshof,
vom Kartellobergericht beim Obersten Gerichtshof,
von der Obersten Rückstellungskommission beim Obersten Gerichtshof oder
von der Obersten Rückgabekommission beim Obersten Gerichtshof oder
vom Rechnungshof

ausgestellt worden sind.

2. Die Präsidenten der mit Zivilrechtssachen befassten Gerichtshöfe erster Instanz oder ihre zur Ausstellung der Unterzeichnungsbestätigung (Apostille) bestimmten Stellvertreter, mit Ausnahme des Handelsgerichtes Wien und des Jugendgerichtshofes Wien, hinsichtlich aller Urkunden, die von einem anderen Gericht als den in Ziffer 1 lit. E) und f) genannten, von einer staatsanwaltschaftlichen Behörde, von einem Notar, von einer Notariatskammer oder von einer Rechtsanwaltskammer – insoweit diese Kammern dabei in Vollziehung behördlicher Aufgaben des Bundes tätig werden – im Sprengel des betreffenden Gerichtshofes ausgestellt sind.

3. Hinsichtlich aller anderen Urkunden

- a) die Landeshauptmänner, soweit es sich um Urkunden handelt, die in ihrem Bundesland in Vollziehung behördlicher Aufgaben des Bundes und
- b) die Landesregierungen, soweit es sich um Urkunden handelt, die in ihrem Bundesland in Vollziehung behördlicher Aufgaben des Landes ausgestellt worden sind.

Bahamas

1. Permanent Secretary, Ministry of Foreign Affairs
2. Director General, Ministry of Foreign Affairs
3. Under Secretary, Ministry of Foreign Affairs
4. Senior Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs
5. Deputy Permanent Secretary, Ministry of Foreign Affairs
6. First Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs.

Barbade

Solicitor-General

Deputy Solicitor-General

Registrar of the Supreme Court

Registrar of Corporate Affairs

Permanent Secretary in the Ministry responsible for Foreign Affairs

Chief of Protocol.

Bélarus

Le Ministère tient à faire savoir qu'en conformité avec l'art. 6 de la convention et avec les dispositions du Décret du 1^{er} janvier 1993 arrêté par le gouvernement de la République de Bélarus, les actes publics établis par les organismes publics de la République de Bélarus et devant être produits sur les territoires des Etats contractants de la Convention de La Haye supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers ne sont valables que s'ils sont munis d'une apostille.

Le Ministère de la Justice est autorisé à apposer une apostille sur les actes délivrés par les autorités judiciaires et les tribunaux; le Ministère de l'Education nationale est autorisé à apposer une apostille sur les actes délivrés par les autorités habilitées en matière d'enseignement; la Commission d'Archivage et de Gestion de l'Administration est autorisée à apposer une apostille sur les actes délivrés par les Archives nationales et le Ministère des Affaires étrangères, quant à lui, est autorisé à apposer une apostille sur tous les autres actes.

Belgique

Le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement.

Belize

The Registrar General.

Bosnie et Herzégovine

1. The Ministry of Justice and Administration of the Republic of Bosnia and Herzegovina.
2. Les tribunaux municipaux de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et de la République Srpska. Ces apostilles feront l'objet d'une certification par le Ministère de l'Intérieur et des Communications et le Ministère des Affaires Etrangères de Bosnie-Herzégovine.

Botswana

- a) The persons for the time being exercising the functions of
 - (i) Permanent Secretary;
 - (ii) Registrar of High Court;
 - (iii) District Commissioner;
- b) Any person appointed or empowered to hold a subordinate court of the first class;
and
- c) Such other persons as the President may appoint by notice in the Gazette.

Brunéi

- a) Chief Registrar, Deputy Chief Registrar and Registrars of the Supreme Court of Brunei Darussalam;
- b) Chief Magistrate, Magistrates and Registrars of subordinate Courts of Brunei Darussalam.

Bulgarie

1. le Ministre de la Justice pour ce qui concerne les documents émanant des tribunaux et les actes notariés, et
2. le Ministre des Affaires Etrangères pour ce qui concerne tous les autres documents.

Chypre

Ministère de la Justice de la République de Chypre.

Colombie

Ministry of Foreign Affairs
Legalization Department
Transversal 17 A No. 98-55
Bogotá, D.C
Tél.:+57 1 5251869/62
Fax. +57 1 5223538

Croatie

Les autorités centrales en Croatie sont:

Municipal courts or the Ministry of Justice and Administration.

El Salvador

Le Ministère des Affaires étrangères

1. Director General del Servicio Exterior
2. Jefe de Coordinación y Gestión del Servicio Exterior.

Espagne

1. Quant aux documents établis par des autorités ou par des fonctionnaires judiciaires compétents, les Secrétaires des Cours Territoriales (Secretarios de Gobiernos de las Audiencias) ou leurs suppléants.
2. Quant aux documents authentifiés par un Notaire ou aux documents privés dont la signature a été légalisée par un Notaire, le Doyen du Collège Notarial respectif ou celui qui légalement en a la charge.
3. Quant aux autres documents publics, sauf ceux qui procèdent des Organes de l'Administration Centrale, les fonctionnaires susmentionnés sous les par. 1 et 2, indistinctement.
4. Quant aux documents des autorités de l'Administration Centrale, le Chef de la Section Centrale (Jefe de la Sección Central de la Subsecretaría) du Ministère de la Justice.

Estonie

1. The Ministry of Foreign Affairs,
Legal Division, Consular Department;
Islandi väljak 1, 15049 Tallinn,
Tél.: +372 6317 440,
Fax:+372 631 7454;
2. Estonian Ministry of Education,
Administrative Department;
Tõnismägi 11,
EE0100 Tallin,
Tél.: +372 6 281 243,
Fax.: +372 6 281 390;
3. Administrative Department
Munga 18, EE 2400 Tartu,
phone +372 7 350 252,
Fax.: +372 7 350 250;
4. Monitoring Department
Munga 18, Tartu,
Tél.: +372 7 350 231,
Fax.: +372 7 350 250

5. Ministry of Justice,
Courts' Department,
Tartu mnt 85, EE0100 Tallinn,
Tél.: +372 612 7810,
Fax.: +372 612 7811

6. Ministry of International Affairs,
General Administrative Department,
Legal Services office;
Legal Services office, Lai 40 ,
EE0100 Tallinn,
Tél.: +372 612 5199,
Fax.: +372 5198;

7. Ministry of Social Affairs,
Public Relations and Training Department.
Gonsiori 29, EE0100 Tallinn,
Tél.: +372 626 9875,
Fax.: +372 699 2209

Etats-Unis

I. Fonctionnaire et fonctionnaire suppléant du Département d'Etat des Etats-Unis
habilités à authentifier.

II. Tout les greffiers et greffiers suppléants de:

Supreme Court of the United States

United States Court of Claims

United States Court of Customs and Patent Appeals

United States Court of International Trade

United States Courts of Appeals for the following circuits:

District of Columbia Circuit

First Circuit

Second Circuit

Third Circuit

Fourth Circuit

Fifth Circuit

Sixth Circuit

Seventh Circuit

Eighth Circuit

Ninth Circuit

Tenth Circuit

Eleventh Circuit

United States District Courts for the following districts:

Middle District of Alabama

Northern District of Alabama

Southern District of Alabama
District of Alaska
District of Arizona
Eastern District of Arkansas
Western District of Arkansas
Central District of California
Eastern District of California
Northern District of California
Southern District of California
District of Colorado
District of Connecticut
District of Delaware
District of Columbia
Middle District of Florida
Northern District of Florida
Southern District of Florida
Middle District of Georgia
Northern District of Georgia
Southern District of Georgia
District of Hawaii
District of Idaho
Central District of Illinois
Northern District of Illinois
Southern District of Illinois
Northern District of Indiana
Southern District of Indiana
Northern District of Iowa
Southern District of Iowa
District of Kansas
Eastern District of Kentucky
Western District of Kentucky
Eastern District of Louisiana
Middle District of Louisiana
Western District of Louisiana
District of Maine
District of Maryland
District of Massachusetts
Eastern District of Michigan
Western District of Michigan
District of Minnesota
Northern District of Mississippi
Southern District of Mississippi
Eastern District of Missouri
Western District of Missouri
District of Montana
District of Nebraska
District of Nevada
District of New Hampshire

District of New Jersey
District of New Mexico
Eastern District of New York
Northern District of New York
Southern District of New York
Western District of New York
Eastern District of North Carolina
Middle District of North Carolina
Western District of North Carolina
District of North Dakota
Northern District of Ohio
Southern District of Ohio
Eastern District of Oklahoma
Northern District of Oklahoma
Western District of Oklahoma
District of Oregon
Eastern District of Pennsylvania
Middle District of Pennsylvania
Western District of Pennsylvania
District of Puerto Rico
District of Rhode Island
District of South Carolina
District of South Dakota
Eastern District of Tennessee
Middle District of Tennessee
Western District of Tennessee
Eastern District of Texas
Northern District of Texas
Southern District of Texas
Western District of Texas
District of Utah
District of Vermont
Eastern District of Virginia (E)
Western District of Virginia (W)
Eastern District of Washington
Western District of Washington
Northern District of West Virginia
Southern District of West Virginia
Eastern District of Wisconsin
Western District of Wisconsin
District of Wyoming

District Courts for the following territories:
District Court for the District of the Canal Zone
District Court of Guam
District Court for the Northern Mariana Islands
District Court of the Virgin Islands

III. Fonctionnaires des Etats individuels et des districts suivants:

Etats

Alabama:	Secretary of State
Alaska:	Lieutenant Governor; Attorney General and Clerk of the Appellate Courts
Arizona:	Secretary of State; Assistant Secretary of State
Arkansas:	Secretary of State; Chief Deputy Secretary of State
California:	Secretary of State; any Assistant Secretary of State; any Deputy Secretary of State
Colorado:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
Connecticut:	Secretary of the State; Deputy Secretary of the State
Delaware:	Secretary of State; Acting Secretary of State
Florida:	Secretary of State
Georgia:	Secretary of State; Notary Public Division Director
Hawaii:	Lieutenant Governor of the State of
Idaho:	Secretary of State; Chief Deputy Secretary of State; Deputy Secretary of State; Notary Public Clerk
Illinois:	Secretary of State; Assistant Secretary of State; Deputy Secretary of State
Indiana:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
Iowa:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
Kansas:	Secretary of State; Assistant Secretary of State; any Deputy Assistant Secretary of State
Kentucky:	Secretary of State; Assistant Secretary of State
Louisiana:	Secretary of State
Maine:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
Maryland:	Secretary of State
Massachusetts:	Deputy Secretary of the Commonwealth of Massachusetts for Public Records beginning in 1981 through January 13, 1995) Deputy Secretary of State of the Commonwealth of Massachusetts (beginning January 16, 1995 through November 16, 1995) Secretary of the Commonwealth of Massachusetts (from November 17, 1995)
Michigan:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
Minnesota:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
Mississippi:	Secretary of State; any Assistant Secretary of State
Missouri:	Secretary of State; Deputy Secretary of State

Montana:	Secretary of State; Chief Deputy Secretary of State; Government Affairs Bureau Chief
Nebraska:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
Nevada:	Secretary of State; Chief Deputy Secretary of State; Deputy Secretary of State
New Hampshire:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
New Jersey:	Secretary of State; Assistant Secretary of State
New Mexico:	Secretary of State
New York:	Secretary of State; Executive Deputy Secretary of State; any Deputy Secretary of State; any Special Deputy Secretary of State
North Carolina:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
North Dakota:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
Ohio:	Secretary of State; Assistant Secretary of State
Oklahoma:	Secretary of State; Assistant Secretary of State; Budget Officer of the Secretary of State
Oregon:	Secretary of State; Acting Secretary of State; Deputy Secretary of State; and Assistant to the Secretary of State
Pennsylvania:	Secretary of the Commonwealth; any Deputy Secretary of the Commonwealth; Commissioner of the Bureau of Commissions, Elections and Legislation
Rhode Island:	Secretary of State; First Deputy Secretary of State; Second Deputy Secretary of State
South Carolina:	Secretary of State
South Dakota:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
Tennessee:	Secretary of State
Texas:	Secretary of State; Assistant Secretary of State
Utah:	Lieutenant Governor; Deputy Lieutenant Governor; Administrative Assistant
Vermont:	Secretary of State; Deputy Secretary of State
Virginia:	Secretary of the Commonwealth; Chief Clerk, Office of the Secretary of the Commonwealth
Washington (State):	Secretary of State; Assistant Secretary of State; Director, Department of Licensing
West Virginia:	Secretary of State; Under Secretary of State; any Deputy Secretary of State
Wisconsin:	Secretary of State; Assistant Secretary of State
Wyoming:	Secretary of State; Deputy Secretary of State

Other Subdivisions:

American Samoa:	Secretary of American Samoa; Attorney General of American Samoa
District of Columbia (Washington, D.C.):	Executive Secretary; Assistant Executive Secretary; Mayor's Special Assistant and Assistant to the Executive Secretary; Secretary of the District of Columbia
Guam (Territory of):	Director, Department of Administration; Acting Director, Department of Administration; Deputy Director, Department of Administration; Acting Deputy Director, Department of Administration
Northern Mariana Islands (Commonwealth of the):	Attorney General; Acting Attorney General; Clerk of the Court, Commonwealth Trial Court; Deputy Clerk, Commonwealth Trial Court
Puerto Rico (Commonwealth of):	Under Secretary of State; Assistant Secretary of State for External Affairs; Assistant Secretary of State; Chief, Certifications Office; Director, Office of Protocol; Assistant Secretary of State for International Affairs, Chief, Certification Office
Virgin Islands of the United States:	no authority designated.

Fidji

The Chief Registrar of the Supreme Court of Fidji.

Finlande

Register Office of Espoo
Itätuulentie 2A, P.B. 49
02101 Espoo
tel. (09) 502 4270
telefax (09) 5024 2770

Register Office of Hyvinkää
Urakankatu 1
P.B. 70
05901 Hyvinkää
tel. (019) 458 11
telefax (019) 458 1619

Register Office of Porvoo
Tulliportinkatu 1
06100 Porvoo
tel. (019) 548 611
telefax (019) 583 781

Register Office of Helsinki
Albertinkatu 25, P.B. 309
00181 Helsinki
tel. (09) 695 441
telefax (09) 6954 4330

Register Office of Lohja
Postikatu 3
P.B. 37
08101 Lohja
tel. (019) 322 505
telefax (019) 322 153

Register Office of Raseborg
Formansallén 2
P.B. 49
10601 Ekenäs
tel. (019) 241 6445
telefax (019) 241 6449

Register Office of Vantaa
Neilikkatie 8
P.B. 112
01301 Vantaa
tel. (09) 836 2480
telefax (09) 8362 4850

Register Office of Rauma
Aittakarinkatu 21
P.B. 30
26101 Rauma
tel. (02) 831 921
telefax (02) 8319 5270

Register Office of Turku
Eerikinkatu 40–42
P.B. 372
20101 Turku
tel. (02) 281 511
telefax (02) 281 5037

Register Office of Vakka-Suomi
Välskärintie 2
P.B. 6
23501 Uusikaupunki
tel. (02) 842 2330
telefax (02) 842 2336

Register Office of Hämeenlinna
Birger Jaarlin katu 13
P.B. 64
13101 Hämeenlinna
tel. (03) 62 221
telefax (03) 622 2314

Register Office of Tampere
Verkatehtaankatu 14 A
P.B. 682
33101 Tampere
tel. (03) 253 9011
telefax (03) 253 9015

Register Office of Kouvola
Kauppalankatu 14
P.B. 99
45101 Kouvola
tel. (05) 7751
telefax (05) 375 1144

Register Office of Pori
Isolinnankatu 28
PL 191
28101 Pori
tel. (02) 622 7310
telefax (02) 622 7307

Register Office of Salo
Rummunlyöjänkatu 7B
P.B. 40
24101 Salo
tel. (02) 775 151
telefax (02) 775 1597

Register Office of Åboland
Strandvägen 30
P.B. 16
21601 Pargas
tel. (02) 458 1800
telefax (02) 458 1803

Register Office of Åland
Torggatan 16
P.B. 29
22101 Mariehamn
tel. (018) 6350
telefax (018) 23 750

Register Office of Lahti
Salininkatu 3
15100 Lahti
tel. (03) 734 1602
telefax (03) 734 1603

Register Office of Kotka
Vuorikatu 5 C
48100 Kotka
tel. (05) 219 9599
telefax (05) 219 9593

Register Office of Lappeenranta
Pormestarinkatu 1 A
P.B. 149
53101 Lappeenranta
tel. (05) 415 6751
telefax (05) 415 6697

Register Office of Mikkeli
Raatihuoneenkatu 5 B
P.B. 293
50101 Mikkeli
tel. (015) 1911
telefax (015) 191 2610

Register Office of Kuopio
Suokatu 44 A
70110 Kuopio
tel. (017) 246 364
telefax (017) 246 379

Register Office of Joensuu
Kauppakatu 40 B
P.B. 82
80101 Joensuu
tel. (013) 1411
telefax (013) 141 2605

Register Office of Kokkola
Torikatu 40
67100 Kokkola
tel. (06) 827 9111
telefax (06) 827 9711

Register Office of Vasa
Skolhusgatan 2
P.B. 208
65101 Vasa
tel. (06) 323 6111
telefax (06) 317 3603

Register Office of Jämsä
Virkatie 3
P.B. 77
42101 Jämsä
tel. (014) 712 411
telefax (014) 712 017

Register Office of Kajaani
Kalliokatu 4, P.B. 221
87101 Kajaani
tel. (08) 61 631
telefax (08) 616 3795

Register Office of Raahе
Rantakatu 58 A
P.B. 16 92101 Raahе
tel. (08) 29 931
telefax (08) 299 3280

Register Office of Savonlinna
Olavinkatu 24
P.B. 45
57131 Savonlinna
tel. (015) 578 0280
telefax (015) 578 0281

Register Office of Ylä-Savo
Riistakatu 2 B
74100 Iisalmi
tel. (017) 83 911
telefax (017) 839 1395

Register Office of Pielisen-Karjala
Kirkkotie 3
P.B. 10
83901 Juuka
tel. (013) 472 075
telefax (013) 472 077

Register Office of Seinäjoki
Kalevankatu 17
P.B. 168
60101 Seinäjoki
tel. (06) 423 1900
telefax (06) 423 1906

Register Office of Jyväskylä
Väinökatu 7
P.B. 253
40101 Jyväskylä
tel. (014) 298 355
telefax (014) 298 356

Register Office of Saarijärvi
Sivulantie 11
P.B. 47
43101 Saarijärvi
tel. (014) 417 230
telefax (014) 417 236

Register Office of Oulu
Rata-aukio 2, P.B. 78
90101 Oulu
tel. (08) 313 7111
telefax (08) 313 7768

Register Office of Kemi
Valtakatu 28
94100 Kemi
tel. (016) 2941
telefax (016) 294 332

Register Office of Lappi
Valtion virastotalo
99100 Kittilä
tel. (016) 643 500
telefax (016) 644 411

Register Office of Rovaniemi
Rovakatu 8, P.B. 8183
96101 Rovaniemi
tel. (016) 329 4111
telefax (016) 329 4999

France

Départements situés en Europe et Départements d'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion):

Les Procureurs généraux près les cours d'appel;

Territoires d'Outre-Mer:

- Comores: le Procureur de la République près le Tribunal supérieur d'appel de Moroni;
- Territoires français des Afars et des Issas: le Procureur de la République près le Tribunal supérieur d'appel de Djibouti;
- Nouvelle Calédonie: le Procureur général près la Cour d'appel de Nouméa;
- Iles Wallis et Futuna: le Juge de la section du Tribunal de première instance de Nouméa, siégeant à Mata Utu;
- Polynésie Française: le Procureur de la République près le Tribunal supérieur d'appel de Papeete;
- Saint-Pierre-et-Miquelon: le Président du Tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre;
- Nouvelles Hébrides (condominium franco-britannique):
 1. Actes émanant des autorités nationales françaises: Le Président du Tribunal national français de Première Instance de Port-Vila;
 2. Actes émanant des autorités conjointes franco-britanniques
 - A. Actes judiciaires: Le Greffier du Tribunal mixte;
 - B. Autres actes: Le Commissaire-Résident de la République Française et le Commissaire-Résident de Sa Majesté britannique, agissant conjointement.

Grèce

1. La Préfecture où siège l'autorité qui délivre le document dans le cas de documents de nature administrative.
2. Le Tribunal de Première Instance de l'arrondissement où siège l'autorité qui délivre le document dans le cas de documents de nature judiciaire.

Grenade

The Ministry of Foreign Affairs and International Trade
The Permanent Secretary and the Senior Administrative Officer
Ministerial Complex
Botanical Gardens
St. Georges
Grenada W.I.
Tél.: 440-2640/2712/2255
fax: 440-4184
e-mail: faffgnd@caribsurf.com

Hong Kong

Conformément à l'art. 6 de la convention, le Gouvernement de la Chine désigne chacune des autorités compétentes suivantes dans la Région administrative spéciale de Hong Kong:

Le Secrétaire administratif;
Le Greffier de la Cour suprême;
Le Greffier suppléant de la Cour suprême;
Le Greffier assistant de la Cour suprême.

Hongrie

- Le Ministre de la Justice de la République Populaire Hongroise pour les documents publics et les légalisations fait par des autorités judiciaires;
- Le Ministre des Affaires Etrangères de la République Populaire Hongroise pour les documents publics et les légalisations faits par d'autres autorités.

Iles Marshall

1. Minister of Foreign Affairs of the Marshall Islands,
2. Attorney General and Acting Attorney General,
3. Clerk and Deputy Clerk of the High Court,
4. Registrars and Deputy Registrars of Corporations,
5. Maritime Administrator and Special Agents thereof, and
6. Commissioner and Deputy Commissioners of Maritime Affairs or Special Agents thereof.

Irlande

Le Ministère des Affaires Etrangères à Dublin

Israël

1. Le Ministère des Affaires étrangères de l'Etat d'Israël
2. Greffiers des tribunaux et fonctionnaires nommés par le Ministère de la Justice en vertu de la Loi sur les notaires, 1976.

Italie

1. Pour les actes judiciaires, de l'état civil et notariés: Le Procureur de la République auprès des Tribunaux dans la juridiction desquels les actes sont issus;
2. Pour tous les autres actes administratifs prévus par la convention: les Préfets territorialement compétents, pour la Vallée d'Aoste le Président de la Région, et pour les provinces de Trento et Bolzano le Commissaire du Gouvernement.

Japon

The Ministry of Foreign Affairs in Tokio.

Kazakhstan

1. Le Ministère de la Justice de la République du Kazakhstan, pour ce qui concerne les actes officiels établis par les organismes chargés de la justice et les autres organismes publics, y compris les études de notaires;
2. le Ministère de l'Education et des Sciences de la République du Kazakhstan, pour ce qui concerne les actes officiels établis par les organismes chargés de l'éducation et des sciences et les institutions de la République chargées de l'enseignement;
3. le Ministère de l'Intérieur de la République du Kazakhstan, pour ce qui concerne les actes officiels établis par les sous-divisions de la police des migrations;
4. le Comité pour l'administration des archives et de la documentation du Ministère de la Culture de l'Information et de la Cohésion de la République du Kazakhstan, pour ce qui concerne les certificats d'archive et les copies de documents d'archive établis par les archives de l'Etat de la République du Kazakhstan;
5. le Comité pour l'administration médico-légale de la Cour suprême (à coordonner), pour ce qui concerne les actes officiels établis par les organismes chargés de l'ordre public et les organismes chargés de l'exécution du droit;
6. le Ministère des Finances de la République du Kazakhstan, pour ce qui concerne les actes officiels établis par les sous-divisions internes et territoriales du Ministère des Finances;
7. le Parquet général des procureurs de la République du Kazakhstan (à coordonner), pour ce qui concerne les actes officiels établis par les procureurs et les bureaux d'investigation et d'enquête judiciaire;
8. le Ministère de la Défense de la République du Kazakhstan, pour ce qui concerne les certificats d'archive et les copies de documents d'archive établis par les archives spéciales du Ministère de la Défense;
9. le Comité pour la sécurité nationale de la République du Kazakhstan, pour ce qui concerne les certificats d'archive et les copies de documents d'archive établis par les archives spéciales du Comité pour la sécurité nationale.

Lesotho

- a. The Attorney-General;
- b. The Permanent Secretary of a Ministry or Department;
- c. The Registrar of the High Court;
- d. A Resident Magistrate;
- e. A Magistrate of the First Class;
- f. Such other person as the Minister may appoint and whose appointment notice has been published in the Gazette.

Lettonie

Le Ministère des Affaires Etrangères
Brivibas bvd 36
Riga LV-1395
tel. 280425, 286815
fax 371 2227755, 371 88228121

Liberia

The Minister of Foreign Affairs, Deputies and Assistant Ministers;
The Minister of Justice, the Deputies and Assistant Ministers;
The Clerk and Deputy Clerk(s) of the Supreme and Circuit Court(s);
The Registrars and Deputy Registrars of Corporations; and
The Commissioner and Deputy Commissioners of Maritime Affairs or Special Agents thereof.

Liechtenstein

Regierungskanzlei der fürstlichen Regierung in Vaduz.

Lituanie

La division consulaire du Ministère des Affaires étrangères.

Luxembourg

Le Ministère des Affaires Etrangères du Luxembourg.

Macao

La Chine désigne comme autorités compétentes dans la Région administrative spéciale de Macao:

le Directeur général;

le Secrétaire d'Administration et de la Justice;

le Directeur du Ministère de la Justice de la Région administrative spéciale de Macao.

Macédoine

Ministère de la Justice et tous les 27 tribunaux de première instance.

Malawi

- a. The Attorney General or the Solicitor General;
- b. The Permanent Secretary of a Government Ministry;
- c. The Registrar of the High Court;
- d. The Registrar General;
- e. A Government Agent;
- f. A notary public;
- g. A Resident Magistrate.

Malte

The Ministry of Commonwealth and Foreign Affairs.

Maurice

The Permanent Secretary of the Prime Minister's Office.

Mexique*Apostillas de documentos federales*

Cargo	Domicilio	Teléfono y Fax
Dirección general de gobierno	Bucareli No. 99, Planta baja 06600 Mexico, D.F.	535-31-12 535-43-92 Fax: 535-26-88
Dirección de coordinación política con los poderes de la unión	Abraham Gonzalez No. 48, Planta baja 06600 Mexico, D.F.	535-51-31 Fax: 566-12-25
Subdirección de formalización y control	Abraham Gonzalez No. 48, Planta baja 06600 Mexico, D.F.	535-53-84 546-57-32 Fax: 566-12-25

Secretaría de gobernación, Directorio, Representaciones de la subsecretaría de gobierno

Entidad	Dirección oficial	Teléfono y fax
Baja California	Servicios Migratorios, Línea Internacional, Agustín Melgar No. 1, Col. Centro, 21100 Mexicali, B.C.	(65) 556665 Fax: (65) 529050
Baja California Sur	Bravo No. 406, entre Aquiles Serdán y Guillermo Preito, 23000 La Paz, B.C.S.	(112) 32083 Fax: (112) 32280

Entidad	Dirección oficial	Teléfono y fax
Campeche	Av. de las Palmas S/N junto al centro, Bizantino Bartimeo 24020 Campeche, Camp.	91 (981) 53150 53186 Fax: 91 (981) 53149
Chiapas	Libramiento Norte S/N a un costado de Esq. Pablo Guardado Chávez, Tuxtla Gutiérrez, Chis.	91 (961) 43288 Fax: 91 (961) 899091
Chihuahua	Doblado y 3a No. 117, Despacho 2 y 3, Col. Centro, 31000 Chihuahua, Chih.	(14) 167499 Fax: (14) 370149
Coahuila	Victoria No. 406-1, Zona Centro, 25000 Saltillo, Coah.	(18) 175506 Fax: (18) 175334 178951
Colima	Gabino Barrera No. 159-a, Zona Centro, 28000 Colima, Col.	91 (331) 45912 Fax: 91 (331) 45912
Durango	Constitución No. 210-1, Norte Altos, Zona Centro, 34000 Durango, Dgo.	(18) 17506 Fax: (18) 175334 178951
Guanajuato	Agora del Baratillo Despacho 8, Zona Centro, 36000 Guanajuato, Gto.	91 (473) 29446 Fax: 91 (473) 29110 29111
Guerrero	Av. Ignacio Ramírez No. 22-a, Col. Centro, 39000 Chilpancingo, Gro. Calle Mina No. 120 Esq. Morelos, Col. Centro, 39300 Acapulco, Gro.	91 (74) 711772 Fax: 91 (74) 721144 91 (74) 828751 Fax: 91 (74) 800341
Hidalgo	Torre Coby, Art. 3 No. 97-7 piso, Fracc. Constitución, 42080 Pachuco, Hgo.	91 (771) 34026 Fax: 91 (771) 34026
Jalisco	Chesterton 184, Jardines Vallarta, 45030 Guadalajara, Jal.	91 (3) 6732394 Fax: 91 (3) 6732138
México	Chalco No. 703-8, Col. Sánchez, 50140 Toluca, Méx.	91 (72) 134679 Fax: 91 (72) 134768 158325
Michoacán	Av. Siervo de la Nación S/N, Col. del Valle, 58260 Morelia, Mich.	91 (43) 267905/06 Fax: 91 (43) 267905/06

Entidad	Dirección oficial	Teléfono y fax
Morelos	Galeana No. 2–8 piso Edificio Ocampo, Col. Centro, 62000 Cuernavaca, Mor.	91 (73) 188594 Fax: 91 (73) 188708
Nayarit	Zacatecas No. 16 Sur 1 y 2 piso entre Allende y Abasolo, 63000 Tepic, Nayarit	91 (321) 46269 Fax: 91 (321) 46271
Nuevo Leon	Zaragoza No. 1000 Sur, Condominio Acero PH, 64000 Monterrey, N.L.	(8) 3403000 Fax: (8) 3403000
Oaxaca	Calzada de la República No. 402-B, Jalatlaco, 33606 Oaxaca, Oax.	91 (951) 42145 Fax: 91 (951) 42145
Puebla	Calle Italia No. 2224, Fracc. Las Hadas entre 15 de Mayo y 26 Pte., 72070 Puebla, Pue.	91 (22) 494082 Fax: 91 (22) 494072
Queretaro	Boulevard Hernando Quintana No. 168 Desp. 203 y 204, 76050 Queretaro, Qro.	91 (42) 234960 234660 Fax: 91 (42) 234960
Quintana Roo	Av. Primo de Verdad No. 181 int. 1 Esq. Av. Héroes, 67000 Chetumal, Q. Roo	91 (983) 27347 Fax: 91 (983) 22744
San Luis Potosí	Av. Venustiano Carranza 707-402, Col. Centro. 78250 San Luis Potosí, S.L.P.	91 (48) 144092 Fax: 91 (48) 173988
Sinaloa	Lázaro Cárdenas No. 913 Sur, Primer piso, Zona Centro, 80129 Culiacán, Sin.	(67) 173988 Fax: (67) 173988
Sonora	Blvd. Navarrete No. 125 Despacho 2, Edif. Sonmol. Col. Valle Verde, 83200 Hermosillo, Son.	(62) 165044 Fax: (62) 165044
Tabasco	Centro Admvo. del Estado, Tabasco 2000, 86035 Villahermosa, Tab.	91 (93) 165152 Fax: 91 (93) 165152
Tamaulipas	Matamoros 11 y 12 No. 613, Cd. Victoria, Tamps.	(131) 20462 Fax: (131) 20462
Tlaxcala	Kilómetro 1½ Carretera federal Tlaxcala-Puebla S/N, 90000 Tlaxcala, Tlax.	91 (246) 27147 Fax: 91 (246) 27264

Entidad	Direccion oficial	Telefono y fax
Veracruz	Zaragoza No. 2 Esq. Miguel Barragán, 91000 Xalapa, Ver.	91 (28) 189303 Fax: 91 (28) 189395
Yucatan	Calle 51 No. 459 x 50, Zona Centro, 97000 Mérida, Yuc	91 (99) 239142 239636 239671 240815 Fax: 91 (99) 235535
Zacatecas	Calle Sabino No. 114 Fracc. La Peñuela, 98060 Zacatecas, Zac.	(492) 42318 Fax: (492) 42318

Apostillas de documentos estatales

Estado de Aguascalientes

Secretaria General de Gobierno 91 (49) 15 8188
 Palacio de Gobierno, 15 8175
 Plaza de la Patria, 15 8643
 Zona Centro, Fax 16 9728
 c.p. 20000 Aguascalientes, AGS.,
 Mexico

Estado de Baja California

Secretaria General de Gobierno 91 (65) 58 1114
 Edificio Poder Ejecutivo, 3º Piso 58 1053
 Calz. Independencia y Heroes 58 1042
 c.p. 21000 Mexicali, B.C., Fax 58 1169
 Mexico

Estado de Baja California Sur

Secretaria General de Gobierno 91 (112) 2 0866
 Palacio de Gobierno, 2 9477
 Isabel la Catolica Entre Bravo Fax 5 2422
 y Rosales, 1º Piso,
 c.p. 24000 La Paz, B.C.,
 Mexico

Estado de Campeche

Secretaria General de Gobierno 91 (981) 6 5070
 Palacio de los Poderes, 4º Piso 6 2341
 Calle N° 8 S/N, Col. Centro, Fax 6 5885
 c.p. 24000 Campeche, Camp.,
 Mexico

Estado de Coahuila		
Palacio de Gobierno, 2º Piso	91 (84)	14 8375
Plaza de las Armas Entre		14 0031
Calle Allende y Calle Juarez, Centro,		14 3700
c.p. 25008 Coahuila, Saltillo	Fax	14 1672
Mexico		
Estado de Colima		
Secretaria General de Gobierno	91 (331)	4 4046
Palacio de Gobierno,		2 2729
Calle Reforma e Hidalgo, Col. Centro,		2 1153
c.p. 28000 Colima, Col.,	Fax	4 3508
Mexico		
Estado de Chiapas		
Secretaria General de Gobierno	91 (962)	2 2133
Palacio de Gobierno, 2o Piso		2 9047
Av. Central y 1o de Oriente	Fax	3 2458
Col. Centro,		
c.p. 29000 Tuxtla GTZ. Chis.,		
Mexico		
Estado de Chihuahua		
Secretaria General de Gobierno	91 (14)	10 6324
Palacio de Gobierno, 1º Piso		10 4643
Aldama y Venustiano Carranza		
Col. Centro,		
c.p. 31000 Chihuahua, Chih.,		
Mexico		
Estado de Durango		
Secretaria General de Gobierno	91 (181)	1 5600
Palacio de Gobierno S/N		1 5702
Calle 5 de Febrero, Col. Centro,		1 2092
c.p. 34000 Durango, Dgo.,	Fax	3 2013
Mexico		
Estado de Guanajuato		
Secretaria General de Gobierno	91 (473)	2 2611
Palacio de Gobierno		2 0534
Paseo de la Presa N° 103, 1º Piso,		2 4995
c.p. 36000 Guanajuato, Gto.,	Fax	2 8204
Mexico		

Estado de Guerrero		
Secretaria General de Gobierno	91 (747)	2 3006
Palacio de Gobierno		2 5512
Av. Miguel Aleman N° 1, Col. Centro, c.p. 39009 Chilpancingo, Gro., Mexico	Fax	2 7712
Estado de Hidalgo		
Secretaria de Gobierno	91 (771)	3 0200
Palacio de Gobierno,		3 0418
Plaza Juarez S/N, 2° Piso, Col. Centro, c.p. 42000 Pachuca, Hgo., Mexico	Fax	3 0711 3 1470
Estado de Jalisco		
Secretaria General de Gobierno	91 (36)	14 5375
Palacio de Gobierno,		14 3258
Corona y Pedro Moreno,		13 1605
Sector Centro, c.p. 44100 Guadalajara, Jal., Mexico	Fax	13 1846
Estado de Mexico		
Secretaria General de Gobierno	91 (72)	14 1233
Palacio de Gobierno, Primer Piso		14 1451
Puerta «A», N° 222, Col. Centro, c.p. 50000 Toluca, Edo de Mexico, Mexico	Fax	14 1017 13 4925
Estado de Michoacan		
Secretaria General de Gobierno	91 (43)	12 0322
Palacio de Gobierno, Primer Patio		12 3536
Planta Alta, Colonia Centro, c.p. 58000 Morelia, Mich., Mexico	Fax	12 3134 13 4925
Estado de Morelos		
Secretaria General de Gobierno	91 (73)	12 0056
Palacio de Gobierno,		12 5131
Jardines Juarez, S/N Col. Centro, c.p. 62009 Cuernavaca, Mor., Mexico	Fax	(Ext: 1110) 18 3378

Estado de Nayarit		
Secretaria General de Gobierno	91 (321)	2 5414
Palacio de Gobierno,		2 4144
Av. Mexico y Abasolo,		2 7147
Col. Centro,	Fax	2 5364
c.p. 63000 Tepic, Nay.,		
Mexico		
Estado de Nuevo Leon		
Secretaria General de Gobierno	91 (83)	42 8022
Palacio de Gobierno, 2º Piso,		40 1845
Zaragoza y 5 de Mayo, Centro,	Fax	45 0331
c.p. 64000 Monterrey, N.L.,		
Mexico		
Estado de Oaxaca		
Secretaria General de Gobierno	91 (951)	6 2281
Palacio de Gobierno,		6 2221
Bustamente S/N, Planta Alta	Fax	6 7962
Col. Centro,		
c.p. 68000 Oaxaca, Oax.,		
Mexico		
Estado de Puebla		
Secretaria de Gobernacion,	91 (22)	32 3123
Palacio de Gobierno,		32 6119
Av. Reforma N° 711, Col. Centro,		46 9964
c.p. 72000 Puebla, Pue.,	Fax	46 6566
Mexico		
Estado de Queretaro		
Secretaria General de Gobierno	91 (42)	24 1250
Palacio de Gobierno,		12 9100
Pasteur y Corregidora, Col. Centro,		12 9626
c.p. 76000 Queretaro, Qro.,	Fax	12 9626
Mexico		
Estado de Quintana Roo.		
Secretaria General de Gobierno	91 (983)	2 1177
Palacio de Gobierno,		2 2685
Av. 22 de Enero S/N, Con Centro		2 0266
c.p. 77000 Chetumal, Q. Roo.,		(Ext. 112)
Mexico	Fax	2 2366

Estado de San Luis Potosi		
Secretaria General de Gobierno	91 (48)	14 4681
Palacio de Gobierno,		12 5892
Jardin Hidalgo S/N, Con Centro,		14 9597
c.p. 78000 San Luis Potosi, S.L.P.,	Fax	12 1433
Mexico		
Estado de Sinaloa		
Secretaria General de Gobierno	91 (67)	14 2297
Palacio de Gobierno,		14 1523
Insurgentes y Lazaro Cardenas 3º Piso,	Fax	14 5722
Col. Centro,		
c.p. 80000 Culiacan, Sin.,		
Mexico		
Estado de Sonora		
Secretaria General de Gobierno	91 (62)	17 2055
Palacio de Gobierno,		17 2049
Dr. Paliza y Comonfort, Centro,		13 4540
c.p. 83260 Hermosillo, Son.,	Fax	12 7424
Mexico		
Estado de Tabasco		
Secretaria General de Gobierno	91 (93)	12 1065
Anexo Palacio de Gobierno, 2º Piso,		12 7858
Col. Centro,		12 2610
c.p. 86000 Villahermosa, Tab.,	Fax	12 2841
Mexico		
Estado de Tamaulipas		
Secretaria General de Gobierno	91 (131)	2 5872
Palacio de Gobierno, 3º Piso,		2 1964
15 y 16, Hidalgo y Juarez,		2 5921
Zona Centro,	Fax	2 5017
c.p. 87000 CD. Victoria, Tamps.,		
Mexico		
Estado de Tlaxcala		
Secretaria General de Gobierno	91 (246)	2 0006
Palacio de Gobierno,		2 0366
Plaza de la Constitucion N° 3,		Ext. 103
Col. Centro,	Fax	2 5326
c.p. 90000 Tlaxcala, Tlax.,		
Mexico		

Estado de Veracruz		
Secretaria General de Gobierno	91 (28)	17 8670
Palacio de Gobierno,		17 5648
Calle Enriquez S/N, Col. Centro,		17 4516
c.p. 91000 Japala, Ver.,	Fax	18 9776
Mexico		

Estado de Yucatan		
Secretaria General de Gobierno	91 (99)	23 0336
Palacio de Gobierno,		23 8921
Calle 61 y 60 S/N, Col. Centro,		23 7045
c. p. 97000 Merida, Yuc.,	Fax	24 6374
Mexico		

Estado de Zacatecas		
Secretaria General de Gobierno	91 (492)	2 1211
Palacio de Gobierno,		2 5288
Av. Miguel Hidalgo N° 602,	Fax	2 8327
Col. Centro,		
c.p. 98000 Zacatecas, Zac.,		
Mexico		

Distrito Federal		
Direccion General Juridica y de	(525)	709 0884
Estudios Legislativos del	Fax	709 7846
Departamento del Distrito Federal,		
Izazaga 89, 8° Piso, Col. Centro,		
c.p. 06080 Mexico, D.F.		

Monaco

Direction des Services Judiciaires
 Palais de Justice
 BP 513
 MC 98015 Monaco Cedex

Namibie

- Any magistrate, including a regional magistrate and an additional magistrate;
- the Registrar of the High Court;
- the Permanent Secretary and the Deputy Permanent Secretary: Ministry of Justice and Office of the Attorney General.

Nioué

- a) The Attorney General;
- b) the Financial Secretary;
- c) Crown Counsel;
- d) the Registrar International Business Companies;
- e) Deputy Registrar International Business Companies;
- f) the Registrar, High Court of Niue;
- g) Secretary to Government.

Norvège

Ministère Royal Norvégien des Affaires étrangères.

1. County Governors

Fylkesmannen i Oslo og Akershus
Postboks 8111 Dep.
N-0032 Oslo 1
Tlf. 02-42 90 85

Fylkesmannen i Østfold
Postboks 325
N-1501 Moss
Tlf. 032-54 100

Fylkesmannen i Hedmark
Postboks 308
N-2301 Hamar
Tlf. 065-26 080

Fylkesmannen i Oppland
N-2600 Lillehammer
Tlf. 062-66 000

Fylkesmannen i Buskerud
N-3000 Drammen
Tlf. 03-83 81 50

Fylkesmannen i Vestfold
N-3100 Tønsberg
Tlf. 033-17 515

Fylkesmannen i Telemark
N-3700 Skien
Tlf. 03-52 70 20/52 82 74

Fylkesmannen i Aust-Agder
Postboks 55
N-4801 Arendal
Tlf. 041-25 860

Fylkesmannen i Rogaland
Postboks 59
N-4001 Stavanger
Tlf. 04-52 70 60

Fylkesmannen i Hordaland
Postboks 106
N-5001 Bergen
Tlf. 05-23 70 00

Fylkesmannen i Sogn og Fjordane
N-5840 Hermansverk
Tlf. 056-55 000

Fylkesmannen i Møre og Romsdal
Fylkeshuset
N-6400 Molde
Tlf. 072-58 000

Fylkesmannen i Sør-Trøndelag
N-7000 Trondheim
Tlf. 07-51 08 11

Fylkesmannen i Nord-Trøndelag
N-7700 Steinkjer
Tlf. 077-66 722

Fylkesmannen i Nordland
N-8000 Bodø
Tlf. 081-62 1000

Fylkesmannen i Troms
Postboks 595
N-9001 Tromsø
Tlf. 083-87 530

Fylkesmannen i Vest-Agder
Tinghuset
N-4600 Kristiansand S
Tlf. 042-28 000

Fylkesmannen i Finnmark
N-9800 Vadsø
Tlf. 085-51 761/53 001

Nouvelle-Zélande

Le Ministère de l'Intérieur

Panama

1. En ce qui concerne les documents autorisés par les autorités ou fonctionnaires judiciaires compétents, le Secrétaire de la Cour Suprême de Justice ou ses substituts légaux.
2. En ce qui concerne les documents notariés et les documents privés dont les signatures ont été authentifiées par un notaire, les fonctionnaires de la Direction des Services administratifs du Ministère de la Justice.
3. Eu égard aux autres documents émanant de toute institution du gouvernement central, des institutions autonomes ou semi-autonomes, municipales, policières ou du ministère public, les fonctionnaires du département chargé des affaires consulaires et des légalisations du ministère des relations extérieures.
4. En ce qui concerne tous les autres documents publics, on pourra utiliser indistinctement l'une des trois procédures énoncées ci-dessus.

Pays-Bas

Le Royaume
en Europe:

Les greffiers des Tribunaux de premières instances;

les Antilles
néerlandaises:

1. Le Chef du Service de l'Etat civil, du Registre de la Population et du Registre Electoral de l'île de Curaçao.
2. Le Chef suppléant du Service de l'Etat civil, du Registre de la Population et du Registre Electoral de l'île de Curaçao.

Aruba:

Directeur van het Centraal Bureau Juridische en Algemene Zaken.

Surinam:

Le Greffier de la Cour de Justice de Surinam.

Portugal

Portugal:

Le Procureur Général de la République et les Procureurs de la République auprès des Cours d'Appel;

République tchèque

1. Le Ministère de la Justice, Département international (apostilles délivrées par les autorités judiciaires, y compris les apostilles délivrées ou certifiées par des notaires);
2. le Ministère des Affaires Etrangères, Département consulaire (lorsque les documents sont délivrés par les autorités de l'Administration de l'Etat ou par d'autres autorités).

Roumanie

1. Le Ministère de la Justice, pour ce qui concerne les actes visés à l'art. 1, al. a), c) et d), et
2. le Ministère des Affaires Etrangères, pour ce qui concerne les actes officiels visés à l'art. 1, al. b).

Royaume-Uni

Royaume-Uni:	Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs, Foreign and Commonwealth Office, London S. W. I;
Anguilla:	The Governor of Anguilla
Bermudes:	The Governor and Commander-in-Chief of the Bermudas or Somers Islands
Territoire antarctique britannique:	The High Commissioner for the British Antarctic Territory
Iles Vierges britanniques:	The Governor of the British Virgin Islands
Iles Caïmans:	The Governor of the Cayman Islands
Iles Falkland:	The Governor of the Falkland Islands
Guernsey:	The Lieutenant Governor of the Bailiwick of Guernsey
Gibraltar:	The Governor and Commander-in-Chief of the City and Garrison of Gibraltar
Jersey:	His Excellency the Lieutenant Governor of the Bailiwick of Jersey
Ile de Man:	The Lieutenant Governor of the Isle of Man
Montserrat:	The Governor of Montserrat
Sainte-Hélène:	The Governor and Commander-in-Chief of the Island of St. Helena and its Dependencies
Iles de Géorgie du Sud et de Sandwich du Sud:	The Commissioner for South Georgia and the South Sandwich Islands
Iles Turques et Caïques:	The Governor of the Turks and Caicos Islands

Russie

1. Le Ministère de la Justice de la Fédération de Russie légalise les originaux des documents émanant d'organisations et institutions qui lui sont directement subordonnées.
2. Les Ministères de la Justice des Républiques fédérées de la Fédération de Russie et les autorités judiciaires des provinces, régions et territoires autonomes, ainsi que des villes de Moscou et Saint-Pétersbourg, légalisent les documents émanant des autorités judiciaires qui leur sont subordonnées, ainsi que les actes législatifs des Républiques, provinces, régions, districts ou villes.
3. Les offices d'état civil des Républiques fédérées et les offices centraux d'état civil des provinces, régions et districts, ainsi que des villes de Moscou et Saint-Pétersbourg, légalisent les certificats d'état civil émanant des autorités susmentionnées ou des offices d'état civil qui leur sont subordonnés.
4. Le Département des ouvrages de documentation et de référence du Comité des Archives de la Fédération de Russie légalise les documents émanant des Archives centrales d'Etat de la Russie.
5. Les archives des territoires autonomes et les départements des archives des provinces et régions légalisent les documents émanant d'archives qui leur sont subordonnées.
6. Le Département du Bureau du Procureur général de la Fédération de Russie légalise les documents émanant des autorités de poursuite.

Saint-Kitts-et-Nevis

Pour la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis où
 pour l'île de Saint-Kitts, l'Autorité compétente sera le procureur général (Attorney General), l'adjoint du procureur général (Sollicitor General), le secrétaire du cabinet du Premier Ministre, le secrétaire permanent du Ministère des Affaires étrangères ou le greffier de la Cour suprême, et
 pour l'île de Nevis, l'Autorité compétente sera le secrétaire en chef du cabinet du Premier Ministre, le conseiller juridique du Ministre de la Justice ou le greffier suppléant de la Cour suprême.

Saint-Marin

Le Ministère des Affaires Etrangères (il Segretario di Stato per gli Affari Esteri della Repubblica di San Marino) ou une personne déléguée par celui-ci et déclarée compétente pour signer et légaliser des actes et des documents émanant du Ministère des Affaires Etrangères et d'autres instances publiques de la République.

Sainte-Lucie

1. The Permanent Secretary, Ministry of Finance;
2. the Deputy Permanent Secretary, Ministry of Finance;
3. the Permanent Secretary, Ministry of Commerce, International Financial Services and Consumer Affairs;

4. the Deputy Permanent Secretary, Ministry of Commerce, International Financial Services and Consumer Affairs;
5. the Registrar of Companies and Intellectual Property;
6. the Registrar of the Supreme Court;
7. the Solicitor General.

Samoa

The Secretary for Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
P.O. Box L1861
Apia
Samoa
Tél.: (685) 63333
fax: (685) 21504

Serbie-et-Monténégro

1. Le Ministère de la Justice et de l'Autonomie locale de la République de Serbie, 22, rue Nemanjina, à Belgrade;
Tél./Fax.:381 11 361 287
2. Le Ministère de la Justice de la République du Monténégro
Division de la Justice,
Podgorica 3,
rue Vuka Karadzika
Tél./Fax.: + 381 081 248 541.

Seychelles

1. The Minister responsible for Foreign Affairs, or any person designated and officially authorised by him/her;
2. The Attorney General, or any person designated and officially authorised by him/her;
3. The Secretary to the Cabinet;
4. The Registrar of the Supreme Court.

Slovaquie

1. Le Ministère de la Justice de la République slovaque (Ministerstvo spravodlivosti Slovenskej republiky) pour ce qui concerne:
 - a) les actes publics délivrés ou certifiés conformes par des tribunaux, des notaires, des huissiers de justice ou d'autres officiers de justice;
 - b) les traductions effectuées par des traducteurs officiels (traducteurs des tribunaux);
2. le Ministère de l'Intérieur de la République slovaque (Ministerstvo vnútra Slovenskej republiky) pour ce qui concerne les actes publics émanant d'autorités rele-

vant de sa juridiction, à l'exception des documents spécifiés ci-dessous au point 6, sous a;

3. le Ministère de l'Éducation de la République slovaque (Ministerstvo školstva Slovenskej republiky) pour ce qui concerne les actes publics émanant des autorités relevant de sa juridiction;

4. le Ministère de la Santé de la République slovaque (Ministerstvo zdravotníctva Slovenskej republiky) pour ce qui concerne les actes publics émanant d'autorités relevant de sa juridiction, à l'exception des documents spécifiés ci-dessous au point 6, sous b;

5. le Ministère de la Défense de la République slovaque (Ministerstvo obrany Slovenskej republiky) pour ce qui concerne les actes publics émanant d'autorités relevant de sa juridiction;

6. le Bureau de l'administration régionale (krajský úrad) pour ce qui concerne:

- a) les extraits des registres des naissances, des décès et des mariages (matrika), à l'exception des décisions relatives à l'état civil;
- b) les documents émanant d'institutions sanitaires établies par le Bureau de l'administration régionale;
- c) les documents émanant des autorités locale;

7. le Ministère des Affaires Etrangères de la République slovaque (Ministerstvo zahraničných vecí Slovenskej republiky) pour ce qui concerne tout acte public, délivré dans la République slovaque, autre que ceux spécifiés ci-dessus.

Slovénie

Le Gouvernement de la République de Slovénie a désigné conformément à l'art. 6 de la convention comme autorité compétente pour les objectifs prévus au par. 1 de l'art. 3 de la convention le Ministère de la Justice et de l'Administration de la République de Slovénie.

Suède

Les notaires publics et le Ministère des Affaires Etrangères.

Suisse

- Chancellerie fédérale;
- les chancelleries d'Etat des cantons

Surinam

Le Greffier de la Cour de Justice de Surinam.

Swaziland

The Principal Secretary's Office of the Ministry of Foreign Affairs and Commerce.

Tonga

The Secretary to Government,
Prime Minister's Office, Nuku'alofa.

Trinité-et-Tobago

1. Registrar General à Port of Spain;
2. le secrétaire permanent du Ministère de l'Education;
3. le chef du Protocole du Ministère du Développement de l'entreprise, des Affaires étrangères et du Tourisme.

Turquie

1. Documents administratifs;
 - a) Dans les provinces: Préfet, Préfet-Adjoint, Directeur des Affaires juridiques.
 - b) Dans les villes: Sous-Préfet.
2. Documents judiciaires;

Là où il y a une cour suprême pour affaires criminelles:
la Présidence de la Commission judiciaire.

Venezuela

le Ministère des Affaires Etrangères du Venezuela, Direction générale des Affaires consulaires.

Champ d'application de la convention le 28 juillet 2003

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Afrique du Sud	3 août	1994 A	30 avril	1995
Allemagne	15 décembre	1965	13 février	1966
Andorre	15 avril	1996 A	31 décembre	1996
Antigua-et-Barbuda	17 mai	1985 S	1 ^{er} novembre	1981
Argentine	8 mai	1987 A	18 février	1988
Arménie	19 novembre	1993 A	14 août	1994
Australie	11 juillet	1994 A	16 mars	1995
Autriche	14 novembre	1967	13 janvier	1968
Bahamas	10 mai	1976 S	10 juillet	1973
Barbade	30 août	1995 S	30 novembre	1966
Bélarus	16 juin	1992 S	31 mai	1992
Belgique	11 décembre	1975	9 février	1976
Belize	17 juillet	1992 A	11 avril	1993
Bosnie et Herzégovine	1 ^{er} octobre	1993 S	6 mars	1992
Botswana	16 septembre	1968 S	30 septembre	1966
Brunéi	23 février	1987 A	3 décembre	1987
Bulgarie	1 ^{er} août	2000 A	29 avril	2001
Chine*				
Hong Kong	24 février	1965 A	25 avril	1965
Macao	10 décembre	1999	20 décembre	1999
Chypre	26 juillet	1972 A	30 avril	1973
Colombie	27 avril	2000 A	30 janvier	2001
Croatie	23 avril	1993 S	7 octobre	1991
Dominique	22 octobre	2002 S	3 novembre	1978
El Salvador	14 septembre	1995 A	31 mai	1996
Espagne	27 juillet	1978	25 septembre	1978
Estonie	11 décembre	2000 A	30 septembre	2001
Etats-Unis*	24 décembre	1980 A	15 octobre	1981
Fidji	29 mars	1971 S	10 octobre	1970
Finlande	27 juin	1985	26 août	1985
France	25 novembre	1964	24 janvier	1965
Comores	25 novembre	1964	24 janvier	1965
Guadeloupe	25 novembre	1964	24 janvier	1965
Guyana (française)	25 novembre	1964	24 janvier	1965
Iles de Wallis-et-Futuna	25 novembre	1964	24 janvier	1965
Martinique	25 novembre	1964	24 janvier	1965
Nouvelle-Calédonie	25 novembre	1964	24 janvier	1965
Nouvelles Hébrides (condominium franco- britannique)	17 décembre	1965 A	15 février	1966

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Polynésie française	25 novembre	1964	24 janvier	1965
Réunion	25 novembre	1964	24 janvier	1965
Saint-Pierre-et-Miquelon	25 novembre	1964	24 janvier	1965
Territoire de la Côte française des Somalis (aussi territoire français des Afars et des Issas ou Djibouti)	25 novembre	1964	24 janvier	1965
Grèce	19 mars	1985	18 mai	1985
Grenade	17 juillet	2001 A	7 avril	2002
Hongrie	18 avril	1972 A	18 janvier	1973
Irlande	8 janvier	1999	9 mars	1999
Israël	11 novembre	1977 A	14 août	1978
Italie	13 décembre	1977	11 février	1978
Japon	28 mai	1970	27 juillet	1970
Kazakhstan	5 avril	2000 A	30 janvier	2001
Lesotho	24 avril	1972 S	4 octobre	1966
Lettonie	11 mai	1995 A	30 janvier	1996
Libéria ^a	24 mai	1995 A	8 février	1996
Liechtenstein	19 juillet	1972	17 septembre	1972
Lituanie	5 novembre	1996 A	19 juillet	1997
Luxembourg	4 avril	1979	3 juin	1979
Macédoine	23 septembre	1993 S	17 septembre	1991
Malawi	24 février	1967 A	2 décembre	1967
Malte	12 juin	1967 A	3 mars	1968
Marshall, Iles	18 novembre	1991 A	14 août	1992
Maurice	20 décembre	1968 S	12 mars	1968
Mexique	1 ^{er} décembre	1994 A	14 août	1995
Monaco	24 avril	2002 A	1 ^{er} novembre	2002
Namibie	25 avril	2000 A	30 janvier	2001
Nioué	10 juin	1998 A	2 mars	1999
Norvège	30 mai	1983	29 juillet	1983
Nouvelle-Zélande*	7 février	2001 A	22 novembre	2001
Panama	30 octobre	1990 A	4 août	1991
Pays-Bas	9 août	1965	8 octobre	1965
Antilles néerlandaises	1 ^{er} mars	1967 A	30 avril	1967
Aruba	1 ^{er} mars	1967 A	30 avril	1967
Portugal	6 décembre	1968	4 février	1969
Territoires portugais	22 octobre	1969 A	21 décembre	1969
République tchèque	23 juin	1998 A	16 mars	1999
Roumanie	7 juin	2000 A	16 mars	2001

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Royaume-Uni	21 août	1964	24 janvier	1965
Anguilla	24 février	1965 A	25 avril	1965
Barbade	24 février	1965 A	25 avril	1965
Bermudes	24 février	1965 A	25 avril	1965
Gibraltar	24 février	1965 A	25 avril	1965
Guernesey	21 août	1964 A	24 janvier	1965
Guyane britannique ^b	24 février	1965 A	25 avril	1965
Ile de Man	21 août	1964 A	24 janvier	1965
Iles Cayman	24 février	1965 A	25 avril	1965
Iles Falkland	24 février	1965 A	25 avril	1965
Iles Gilbert et Ellice ^b (Tuvalu)	24 février	1965 A	25 avril	1965
Iles Salomon britanniques ^b	24 février	1965 A	25 avril	1965
Iles Turques et Caïques	24 février	1965 A	25 avril	1965
Iles Vierges britanniques	24 février	1965 A	25 avril	1965
Jersey	21 août	1964 A	24 janvier	1965
Montserrat	24 février	1965 A	25 avril	1965
Nouvelles-Hébrides ^b (condominium franco- britannique)	24 février	1965 A	25 avril	1965
Rhodésie du Sud ^b	24 février	1965 A	25 avril	1965
Sainte-Hélène et dépendances (Ascension et Tristan da Cunha)	24 février	1965 A	25 avril	1965
Territoire antarctique britannique	24 février	1965 A	25 avril	1965
Russie	4 septembre	1991 A	31 mai	1992
Saint-Kitts-et-Nevis	26 février	1994 A	14 décembre	1994
Saint-Marin	26 mai	1994 A	13 février	1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2 mai	2002 S	25 avril	1965
Sainte-Lucie	5 décembre	2001 A	7 avril	2002
Samoa	18 janvier	1999 A	13 septembre	1999
Serbie-et-Monténégro	26 avril	2001 S	27 avril	1992
Seychelles	9 juin	1978 A	31 mars	1979
Slovaquie	6 juin	2001 A	18 février	2002
Slovénie	8 juin	1992 S	25 juin	1991
Suède	2 mars	1999	1 ^{er} mai	1999
Suisse	10 janvier	1973	11 mars	1973
Suriname	11 novembre	1976 S	25 novembre	1975
Swaziland	17 juillet	1978 S	6 septembre	1968
Tonga	28 octobre	1971 S	4 juin	1970

Etats parties	Ratification		Entrée en vigueur	
	Adhésion (A)	Déclaration de succession (S)		
Trinité-et-Tobago	28 octobre	1999 A	14 juillet	2000
Turquie	31 juillet	1985	29 septembre	1985
Venezuela	1 ^{er} juillet	1998 A	16 mars	1999

* Déclarations, voir ci-après.

a L'adhésion du Libéria n'a pas été acceptée par l'Allemagne, la Belgique et les États-Unis.

b Ce pays est devenu indépendant. Aucune déclaration n'a été faite sur le maintien en vigueur de la Convention. Date de l'indépendance: la Guyane britannique est devenue la République du Guyana (26 mai 1966); les Iles Salomon britanniques sont devenues les Iles Salomon (7 Juillet 1978); les Iles Gilbert et Ellice sont devenues respectivement Kiribati (12 juillet 1979) et Tuvalu (1^{er} oct. 1978); les Nouvelles Hébrides sont devenues la République de Vanuatu (30 juillet 1980); la Rhodésie du Sud est devenue la République du Zimbabwe (18 avril 1980).

Déclarations

Chine

Jusqu'au 30 juin 1997, la convention était applicable à Hong Kong sur la base d'une déclaration d'extension territoriale du Royaume-Uni. A partir du 1^{er} juillet 1997, Hong Kong est devenue une Région administrative spéciale (RAS) de la République populaire de Chine. En vertu de la déclaration sino-britannique du 19 décembre 1984, les accords qui étaient applicables à Hong Kong avant sa rétrocession à la République populaire de Chine demeurent applicables à la RAS.

En vertu d'une déclaration de la République populaire de Chine du 10 décembre 1999, la Convention est applicable à la Région administrative spéciale (RAS) de Macao à partir du 20 décembre 1999.

Etats-Unis

A l'occasion du dépôt par les Etats-Unis d'Amérique de leurs instruments d'adhésion à la Convention supprimant l'exigence de la législation des actes publics étrangers, conclue le 5 octobre 1961 (Convention de 1961), le Département d'Etat désire attirer l'attention des Etats actuellement parties à la Convention, et éventuellement de ceux qui le deviendront dans l'avenir sur les dispositions du titre 18 du code des Etats-Unis, section 3190 concernant les documents soumis au gouvernement des Etats-Unis à l'appui de demandes d'extradition. Il le fait pour éviter des malentendus éventuels, en stipulant que la Convention de 1961 ne remplace pas les dispositions de la section 3190, ou ne l'emporte pas sur ces dispositions.

La section 3190 stipule:

Section 3190 Preuves apportées à l'audience (cas d'extradition)

Les dé positions, mandats ou autres documents, ou copies de documents, soumis comme preuves à l'audience d'une affaire d'extradition seront reçus et admis comme preuves à cette audience à toutes les fins de cette audience s'ils sont dûment et légalement authentifiés de façon à être recevables à des fins similaires par les tribunaux du pays étranger dont la partie accusée s'est échappée, et l'attestation du principal agent diplomatique ou consulaire des Etats-Unis résidant dans ce pays étranger établira que ces documents, ainsi présentés, sont authentifiés de la façon requise.

Il est satisfait aux dispositions de la section 3190 par l'attestation du principal agent diplomatique ou consulaire des Etats-Unis résident dans l'Etat demandant l'extradition que les documents sont de nature à être reçus par les tribunaux de cet Etat. L'attestation par apostille prévue par la Convention de 1961 ne satisfait pas à ces dispositions, puisqu'elle n'authentifie que la signature, la qualité du signataire et le sceau sur les documents. Elle ne certifie pas la recevabilité des documents. Les Etats-Unis considèrent donc que l'application de l'art. 8 de la Convention de 1961 ne l'importe pas sur les dispositions de la section 3190.

Il est à noter toutefois que l'attestation par le principal agent diplomatique ou consulaire des Etats-Unis, visée à la section 3190, a également servi à légaliser de tels documents et qu'elle continuera à la faire, sans qu'une autre légalisation par des agents des Etats-Unis ou une attestation par apostille en vertu de la Convention de 1961, soient nécessaires.

A la lumière de ce qui précède, il est recommandé aux Etats parties à la Convention de 1961 de continuer, comme auparavant, de revêtir les documents à l'appui des demandes d'extradition adressées aux Etats-Unis de l'attestation spéciale prévue par la section 3190. Si les documents d'extradition n'étaient pas revêtus de l'attestation conseillée, il se pourrait que le juge ou le magistrat qui a à connaître de la demande d'extradition ne conclue malheureusement que les documents ne satisfont pas aux dispositions de la section 3190 et que, par conséquent, ils ne peuvent être jugés recevables et être admis comme preuves. Dès lors, cette conclusion pourrait entraîner le refus irrévocable de la demande d'extradition.

Nouvelle-Zélande

La nouvelle Zélande déclare que l'adhésion ne s'étend pas aux Iles Tokelau, à moins qu'une déclaration à cet effet ait été notifiée par le Gouvernement de la Nouvelle Zélande au dépositaire, conformément à l'art. 13 de la convention